

Les *compétences* : un atout pour la fabrique démocratique de la ville ?

Appel à contributions.

Une réflexion sur la notion de *compétence* et sur les compétenceS jugées aujourd'hui pertinentes pour la fabrique de la ville a été menée dans un séminaire organisé au sein de l'axe «Villes, compétences, démocratie» du LAVUE en 2011-2012. Ce thème s'est révélé à la fois transversal, propre à soulever de nouveaux questionnements et très actuel. Transversal parce qu'il concerne les domaines de recherche de l'architecture à l'environnement, et tout autant les professionnels que les habitants, les élus ou les artistes. Parler de compétences est une façon de questionner les nouvelles pratiques de l'architecture et de la fabrication de la ville, la place des savoirs citoyens dans la démocratie urbaine, ou les sources de pouvoir et les transformations de la gouvernance dans les villes du nord tout autant que dans celles du sud. Au cœur des enjeux actuels de la fabrique de la ville, les discours sur les compétences se prêtent à des analyses critiques, portées par des enquêtes de terrains ou des réflexions plus théoriques. Dans quelle mesure les compétences sont-elles considérées comme une ressource pour faire reconnaître, voire formaliser des savoirs ? Ne sont-elles pas devenues un outil de formatage et de normalisation, par exemple avec les référentiels d'évaluation ou les nouvelles nomenclatures simplifiées des masters ? Ne favorisent-elles pas l'institution de domaines d'exclusivité par des disciplines universitaires et des métiers ? Ou créent-elles au contraire de la souplesse, une capacité d'adaptation aux mutations ? Ce colloque se propose donc d'explorer quand, comment et en quoi la notion de *compétence*, d'une part, et quelles compétences, d'autre part, sont devenues des éléments centraux dans le processus de pensée de la fabrication de la ville et de la démocratie urbaine.

La notion de compétence est devenue omniprésente, qu'il s'agisse de parler d'emplois, d'activités, d'aménagement urbain, de santé, d'éducation... Suscitant une production abondante d'ouvrages le plus souvent destinés à des formations professionnelles (Le Boterf, 1995, 2000, 2008 ; Lévy-Leboyer, 1993, 1996 ; Parlier, 1996 ; Zarifian, 1999, 2001) ou à l'apprentissage organisationnel et à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des organisations (Paradeise et Lichtenberger ; Desmarez (REF), le terme s'est répandu dans les années 1980-90 : dans les entreprises, l'habitat, le travail social... Issu de la linguistique, il semblait alors répondre à un nécessaire renouvellement des conceptions et des pratiques de gestion, en particulier de l'emploi, dans un contexte dominé par la dissolution de repères antérieurs (de grilles de qualification, de diplômes, de salaires définissant des métiers et des professions) et bientôt par la hantise de l'incertitude, pont-aux-ânes de tous les discours managériaux des années 1990. Des multiples tentatives de définition et de théorisation de la notion de compétence, articulant de diverses manières les termes d'aptitudes, de comportements, de savoirs (dont le fameux triptyque « savoirs, savoir-faire, savoir être »), on peut dégager quatre champs sémantiques principaux : la compétence comme ensemble stabilisé de savoirs et savoir-faire ; la compétence comme répertoire de comportements plus ou moins maîtrisés ; la compétence comme capacité de l'individu à prendre des initiatives et des responsabilités, à mobiliser des réseaux et une intelligence pratique des situations ; la compétence comme savoir-agir ou savoir juger ou agir juste (Berry-Chikhaoui, Deboulet, 2000) dans des situations où habitants et citoyens sont parfois jugés incapables de logiques urbaines. La sociologie pragmatiste portée par I. Joseph a également contribué à montrer en quoi la compétence n'est pas réductible à des savoirs mais s'exerce

« en situation » (Joseph, 1996). Ils présentent toutefois des caractéristiques communes : il s'agit de désigner une capacité d'adaptation de l'individu (et non d'un groupe social) à une diversité de situations, sans toutefois fermer la notion à la dimension collective

Les discours de la compétence sont ainsi concomitants en premier lieu du développement du management d'inspiration néo libérale, avec la promotion de l'esprit entrepreneurial (le summum étant d'être entrepreneur de soi-même ! (Dardot, Laval, 2009)). Donnant lieu à des « référentiels de compétences » dans la plupart des champs d'activité, il constitue un appareillage normatif de repérage, classement, évaluation. De la gestion des emplois et des formations dans le privé, la notion de compétence a ensuite gagné le domaine public avec le « new public management » (Ullern-Weite Isabelle, 2010). Dans les situations de développement, la compétence est en revanche davantage issue d'une action convergente de diverses institutions internationales pour développer le « capital humain » ou social. Elle est de plus en plus envisagée par des groupes de professionnels progressistes et des organisations non-gouvernementales comme une alternative au pilotage par le haut en même temps qu'un moyen de mobiliser les ressources propres des individus et des collectifs.

Parallèlement, la notion de « compétence de l'habitant » s'est développée, en France, dans les domaines de l'habitat puis de l'urbanisme, depuis les travaux pionniers d'Henri Raymond ou Henri Lefebvre. Définir des compétences habitantes remédie pour une part à l'asymétrie des positions qui caractérise ces domaines. Ces compétences peuvent recouvrir la parole de l'habitant sur son lieu de vie, doublée d'une compétence pratique à la construction et à l'aménagement des lieux qu'il habite (Raymond, 1984), la capacité des classes populaires à formuler un jugement esthétique (Segaud, 1999), l'appropriation (Sauvage, 1992), le bricolage voire même l'auto-construction (Pinson, 2007), les capacités de métissage (de Villanova, 2005). La notion de compétences a trouvé de nouvelles justifications avec le développement de modes de consultation d'habitants, d'usagers ou de citoyens : commissions de débat public, conseils de quartier, concertations publiques ciblées, jurys citoyens.... La « compétence de l'habitant », souvent considérée sous l'angle des savoirs d'usage, y est érigée en contrepoint de celle des élus et des techniciens et vient donner de la pertinence à des formes de démocratie participative. Est-elle pour autant reconnue ? A-t-elle pris sa place ? (Deboulet, Nez, 2013). Elle donne alors lieu à des tentatives de théorisation de ce qui la constitue. Mais elle subit du même coup l'injonction de rationalisation et d'évaluation, tant dans son contenu que dans ses formes d'expression. Ainsi dans la proposition de « référentiel des compétences habitantes », la logique de normalisation des comportements n'est-elle pas absente.

Ce colloque vise à mettre en débat la notion de compétence dans le champ de l'urbain autour de trois grandes questions :

- Quelles sont les conditions, modalités et portées des transformations des compétences des acteurs de la production urbaine au sens large, dans le contexte des enjeux actuels de la ville et de sa production ? En quoi consistent ces transformations et à quoi aboutissent-elles du point de vue des pratiques, des métiers, de la position des acteurs dans le champ, et de la fabrique de la ville ?
- Quelles sont les finalités de l'affirmation ou de la revendication de compétences concernant les habitants ou citoyens ? Pour quoi et au nom de quoi des habitants doivent-ils faire preuve de compétences ? Quels changements, améliorations en sont attendus par les citoyens et milieux engagés ? Quelles résistances suscite encore la revendication de compétence des habitants chez les élus ou professionnels ? En attendent-ils de la reconnaissance, une meilleure adaptation des aménagements aux usages et aux besoins, une pacification des relations grâce à une anticipation des conflits ou bien une amélioration de l'efficacité politico-administrative ou technique ?

- Face au risque que la notion de compétence ne recouvre un ensemble de comportements normés faisant le partage entre les « bons » habitants et les autres, et devant les présupposés managériaux de cette notion, ne peut-on utiliser d'autres termes permettant de reconnaître aux habitants et citoyens leur rôle d'acteurs et de sujets ? Certains termes sont employés dans un sens proche tels qu'*aptitudes, savoirs, expertise...* voire la *capacitation citoyenne* des Québécois et l'*empowerment* des Anglo-saxons. Quels sont les enjeux liés à l'usage de ces autres vocables ? Que nous disent-ils en retour sur la notion de compétence ? Et qu'en est-il de cette réflexion dans les pays du sud ?

Pour débattre de ces questions, le colloque pourrait aborder les thématiques suivantes :

1. L'histoire de la notion de compétence en urbanisme, ses présupposés et ses usages

Pour préciser l'emploi actuel de la notion de compétence en urbanisme, il sera utile d'apporter des éclairages sur les différentes significations de la notion dans une diversité de domaines, ainsi que sur les contextes et enjeux de son extension.

- Généalogie de la notion de compétence en France et ailleurs (dans différents champs) ; son extension. Dans quels contextes et par quelles voies entre-t-elle dans le champ de l'urbanisme ? Qui l'emploie ?
- Principales références (en économie, sociologie, urbanisme, science politique...). D'où vient l'intérêt porté à la notion de compétence dans le champ urbain ? Quels glissements existent d'un champ dans un autre (emprunts, métaphores...)?
- Les débats suscités par la notion de compétence. A quelles autres notions est-elle opposée ou couplée (sens pratique, habitus, qualification, expertise, performance, savoirs...) ?
- Les enjeux. On peut distinguer deux sortes d'enjeux opposés : à la compétence, sont souvent attribués des effets de meilleure reconnaissance, de mobilisation (collective) ou d'implication (individuelle). Mais la compétence a aussi un effet de normalisation par la formalisation qui est notamment présente dans les référentiels, grilles et autres supports d'évaluation des formations et des acquis. Quels ajustements, quels conflits en découlent ?

2. Les mots et les expériences d'ailleurs et les enjeux politiques de la compétence

Il s'agit d'éclairer les caractéristiques de la notion de compétence en France et des pratiques qu'elle inspire au regard des lexiques et des situations d'autres pays.

- Par quels mots désigne-t-on la compétence dans d'autres univers de références que le français ? Quel en est alors le champ de signification ?
- Que signifient les « transferts » de compétence à l'international, notamment en urbanisme ?
- Quelle place occupe la notion de compétence dans les mouvements collectifs d'émancipation ou d'éducation populaire, dans les luttes ouvrières et sociales et les mouvements sociaux (féministes, ethniques, environnementaux aux États-Unis, mouvements populaires d'Amérique du Sud, travail social communautaire, *empowerment...*) ?
- Quelle place occupe la notion de compétence dans l'exercice de la démocratie directe (Québec, USA), les dispositifs de débat public (Allemagne, Danemark...) ?

- Quelle place occupe la notion de compétence dans l'autogestion : auto-construction, mouvements coopératifs, mouvements citoyens... ? Dans quelle mesure peut-on considérer qu'une compétence est subversive ?
- Ou à l'inverse comment cette notion de compétences est-elle mobilisée dans des contextes autoritaires ?

3. Les formes de compétences dans la production urbaine

Dans le champ urbain, la notion de compétence s'oppose à l'« incompétence fatale » des habitants (Navez-Bouchanine, 2001). Plus généralement, dans le champ professionnel en France depuis une vingtaine d'année, la notion de compétence s'est développée en opposition à celle de métier et de diplôme : alors que traditionnellement, le métier se définit par la possession durable d'un diplôme, la compétence est par nature en travail permanent, en réalisation, en évaluation. Son usage est lié à un contexte de précarité d'emploi dans la société post-industrielle : la mobilité et la flexibilité de l'emploi induisent la notion de compétence. Quelles spécificités ont les compétences qui se déploient et qui sont attendues dans le monde de l'aménagement urbain ? En quoi interagissent-elles ou sont-elles des adaptations aux changements qui se sont produits ces dernières années ?

- La diversité des compétences : acteurs politiques, professionnels, citoyens, usagers, habitants, organisations communautaires... La notion de compétence est-elle utilisée à propos d'individus ou de groupes ? Sur quelles caractéristiques sont fondées ces catégories ? Sont-elles liées à des intérêts particuliers dans la production urbaine ?
- Comment les compétences proposées ou requises s'articulent-elles aux valeurs et aux postures éthiques des acteurs, comment participent-elles des constructions identitaires et des professionnalités ?
- La nature, le mode d'expression, l'évolution des compétences : par rapport aux recompositions professionnelles individuelles et collectives ; au système politico-administratif ; à l'instauration de débats publics formalisés et de formes de démocratie autres que représentative. A l'inverse, qu'est-ce que la multiplication des compétences fait à l'action publique, au monde professionnel ?
- Les degrés et formes de leur prise en compte : quelle articulation dans le débat, la négociation, la prise de décision dans les contextes urbains ? quelles légitimités, quelles formes de reconnaissance ?
- Compétences et innovation : l'évolution des compétences et des métiers de la ville, ce qui ouvre à la question de la formation, des générations, du marché du travail, etc.
- Quel impact de la multiplication des compétences sur la production urbaine et sur le projet architectural et urbain ?

4. Limites et alternatives : quelles compétences pour la démocratie ?

La notion de compétence s'inscrit dans un dispositif spécialisé et normatif dont les formations avec leurs « référentiels de compétences », les certifications, les instances de production urbaine (débat publics, réunions de concertation) sont les outils de mise en œuvre. Il est donc proposé d'identifier ce dispositif et la manière dont il s'impose aux acteurs urbains. En invitant à une réflexivité critique, le colloque vise à dégager les formes et les acteurs de la production urbaine d'une normativité administrative. Il entend examiner comment certaines situations, certains comportements déplacent la notion de compétence, du scientisme technique vers un ré-agencement démocratique : par l'épreuve sensible du réel, par les conflits, par l'épreuve des singularités des situations. Des contributions s'intéressant particulièrement aux questions suivantes seront bienvenues :

- Dans quelle mesure existe-il des domaines qui échappent à ce qu'on peut considérer comme une compétence ? Le sensible, l'irrationnel, l'émotion, l'hospitalité... sont-ils en train de devenir des compétences que certaines disciplines souhaitent voir se développer chez les acteurs urbains ? Quelle place ont ces dispositions dans la production de la ville ?
- Compétence et conflits : si des formations se sont emparées de la « gestion de conflit », les conflits sont-ils pour autant solubles dans la compétence ?
- Que font les « situations » aux compétences ? Sont-elles considérées comme des problèmes à résoudre, à gérer comme c'est le cas en management ? Sont-elles des épreuves constitutives, des capacités à faire surgir de l'action (Joseph, 1996 ; Bessy, Chateauraynaud, 1995) ?
- Peut-on parler de « compétences profanes », de « compétences citoyennes », de « savoirs citoyens » ou de « compétences habitantes » ? (Bailleul, 2009 ; Sintomer, 2010 ; Deboulet, Nez, 2013). Quelles leçons peut-on tirer de leurs manifestations et de leurs conséquences à la fois dans les villes du sud et du nord, n'observe-t-on pas des éléments de convergence ?
- Sans compétence, pas de reconnaissance ? organisations informelles, bricolages, réseaux, entraide... à l'épreuve de la « démocratie urbaine » (Navez-Bouchanine, 2001 ; Deboulet, Nez, 2013).

Des contributions de différentes formes sont attendues : prises de position, états des savoirs, analyse d'usages de notions dans la littérature du monde de l'aménagement ou dans des opérations d'aménagement, analyse de pratiques, analyse et observations de terrains, retours d'expériences et témoignages réflexifs de professionnels.

Les propositions de communication, qui devront se positionner dans une des quatre thématiques précédentes, pourront être envoyées jusqu'au 30 mars, sous forme d'un texte résumé de 2000 signes maximum (espaces compris) à l'adresse :

colloquecompetences@gmail.com

Elles devront de préférence indiquer le matériau sur lequel elles reposent (état de la littérature, enquête de terrain, expérience professionnelle ou militante...)

Responsable d'organisation :

- Sarra KASRI

Comité scientifique :

- Véronique BIAU
- Brigitte BOUQUET
- Grégory BUSQUET
- Viviane CLAUDE
- Agnès DEBOULET
- Jeanne DEMOULIN
- Michael FENKER
- Isabelle GRUDET
- Hélène HATZFELD
- Gilles JEANNOT
- Sarra KASRI
- Jennifer LEONET
- Elise MACAIRE
- Héloïse NEZ
- Pascale PHILIFERT
- Yves SINTOMER
- Yassamine TAYAB
- Silvère TRIBOUT

Éléments bibliographiques :

- Bacqué (Marie-Hélène), Biewener (Carole), 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte
- Bailleul (Hélène), 2009, « Savoirs citoyens ou compétences habitantes ? Mise en évidence de la diversité des savoirs mobilisés par les participants aux débats sur les projets urbains », Journées d'étude « Savoirs 'citoyens' et démocratie participative dans la question urbaine », 6-7/02/2009
- www.adels.org/formations...2009/JourneesEtudes02_09Bailleuil.pdf
- Bessy (Christian), Chateauraynaud (Francis), 1995, *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*, Paris, Métailié
- Chauvière (Michel), Tronche (Didier) (dir.), 2002, *Qualifier le travail social, Dynamique professionnelle et qualité de service*, Paris, Dunod
- Dardot (Pierre), Laval (Christian), 2009, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte
- Berry-Chikhaoui (Isabelle), Deboulet (Agnès), 2000, *Les compétences des citoyens dans le monde arabe, penser, faire et transformer la ville*, Karthala.
- Deboulet (Agnès), Nez (Héloïse) (dir.), 2013, *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- Demailly (Lise), 1987, « La qualification ou la compétence professionnelle des enseignants », *Sociologie du travail*, 1, p. 59-69
- De Montmollin (Maurice), 1984, *L'intelligence de la tâche. Éléments d'ergonomie cognitive*, Berne, Peter Lang
- De Villanova (Roselyne), Vermès (Geneviève), 2005, *Le métissage interculturel: Créativité dans les relations inégalitaires*, Paris, L'Harmattan
- Joseph (Isaac), 1996, « Les compétences de rassemblement », *Enquête*, La ville des sciences sociales, [En ligne], mis en ligne le 6 novembre 2008. URL : <http://enquete.revues.org/document773.html>.
- Le Boterf (Guy), 1995, *De la compétence, essai sur un attracteur étrange*, Paris, Éditions d'organisations
- Le Boterf (Guy), 2000, *Construire les compétences individuelles et collectives*, Paris, Éditions d'organisation
- Le Boterf (Guy), 2008, *Repenser la compétence. Pour dépasser les idées reçues : 15 propositions*, Paris, Éditions d'Organisation
- Lévy-Leboyer (Claude), 1993, *Le bilan de compétences* (1ère édition, janvier 1993, 2ème édition, avril 1993, 3ème édition, 1995) Paris, Éditions d'Organisation
- Lévy-Leboyer (Claude), 1996, *La gestion des compétences* (1ère édition, 1996; 2ème édition remaniée, 1998; 3ème édition, 1999, 4ème édition, 2000, 5ème édition, 2001, 6ème édition, 2002), Paris, Éditions d'Organisation. Trad en espagnol, Ediciones Gestion 2000, 1996, Trad. en polonais, Poltext, 1997
- Navez-Bouchanine (Françoise), 2001, « Villes, associations, aménagement au Maroc », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 89, juin, p. 112-119
- Nez (Héloïse), 2010, *Les savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif : Regards croisés sur les expériences de Paris et Cordoue*, Thèse de doctorat, Université Paris 8 / Université Autonome de Barcelone
- Parlier (Michel), 1996, « La compétence, nouveau modèle de gestion des ressources humaines », *Revue Personnel*, n°366, p. 41-44
- Pinson (Daniel), 2007, « De la connaissance du produit à la maîtrise du progrès », in *Architecture, espace pensé, espace vécu*/Philippe Bonnin (dir.) , Paris, Éditions Recherche
- RAYMOND (Henri), 1984, *L'architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, CCI-Centre Georges Pompidou
- Sauvage (André), 1992, *Les habitants, de nouveaux acteurs sociaux*, Paris, L'Harmattan
- Segaud (Marion), 1988, *Esquisse d'une sociologie du goût en Architecture*, Thèse d'Etat, Université de Lille, dir : F. Gresle
- Segaud (Marion), 1999, « L'usager, homme de goûts », *Urbanisme*, n° 307, juillet-août
- Sintomer (Yves), 2008, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons Politiques*, Presses de Sciences Po, 03/2008
- Ullern-Weite (Isabelle), 2010, « Défaire » la compétence : l'histoire de la formation sociale pédagogiquement relue comme histoire politique inachevée », *Interrogations 10*, mai www.revue-interrogations.org/article.php?article=198
- Zarifian (Philippe), 1999, *Objectif Compétence. Pour une nouvelle logique*, Liaisons
- Zarifian (Philippe), 2001, *Le modèle de la compétence. Trajectoire historique, enjeux actuels et propositions*, Liaisons